

**Bonne Gouvernance : Concepts, caractéristiques et modèles de bonne gouvernance ;**

**Exposé présenté par le**

**Dr. Habib Makhtoum,**

**Président de la Commission permanente pour la paix et la communication étrangère, au Conseil des Etats du Soudan.**

**Bonne gouvernance**

Concepts, Caractéristiques et Modèles de bonne gouvernance

La bonne gouvernance se réalise lorsque les gouvernés sont heureux et les gouvernants sont malheureux. Certains concepts tels que la démocratie, la liberté, la justice sociale, la sécurité et la paix, la sécurité alimentaire, le développement durable, la transparence, la comptabilité, la lutte contre la corruption, les droits de l’homme ... constituent des thèmes auxquels nous aspirons atteindre mais nous ne le pouvons pas, nous croyons à ces concepts mais nous ne pouvons pas les mettre en œuvre et nous aspirons les atteindre, mais nous avons peur de leurs conséquences.

Pourquoi nous ne pouvons pas mettre en application ces concepts dans nos régions africaine et arabe ? Je pense que nous ne le pouvons pas à cause du manque de volonté entre les gouvernants et les gouvernés (régimes et peuples).

La bonne gouvernance constitue un ancien concept que de nombreux dirigeants ont pu mettre en œuvre et grâce à leur bonne gouvernance, leurs réalisations et leurs noms ont été gravés dans l'histoire de l’humanité.

• Le concept de la bonne gouvernance est récemment apparu comme un principe de gouvernance moderne pour des raisons suivantes:

* L'émergence de la mondialisation comme tendance mondiale et le processus de mondialisation des valeurs démocratiques et des droits de l'homme.
* Le rôle croissant des organisations non-gouvernementales.
* La mondialisation du marché et le rôle croissant du secteur privé.
* Des grandes évolutions au niveau mondial.
* Des similitudes entre des groupes, des institutions et des tendances au niveau mondial.
* La prévalence de la corruption dans le Monde et l’importance de l’établissement des mécanismes pour rendre les régimes plus transparents et pour éliminer la corruption.
* La nécessité de la participation du secteur privé et de la société civile au développement (à travers le paiement des taxes, des tarifs douaniers, des frais de services publiques…, etc.)

La bonne gouvernance ne se définit pas par une seule définition mais par plusieurs définitions selon la forme, l’étape et les conséquences. La bonne gouvernance est la bonne gestion des ressources dans la société, qu'il s'agisse de ressources financières, humaines ou matérielles. Par conséquent, la bonne gouvernance constitue un acte participatif qui permet une gestion efficace des institutions publiques et privées, des institutions de la société et d’autres acteurs sociaux.

Les caractéristiques les plus importants du concept de bonne gouvernance sont les suivants :-

* La légitimité institutionnelle.
* Les élections démocratiques.
* Le respect des droits de l'homme.
* L’ouverture politique.
* La primauté du droit et l’indépendance du pouvoir judiciaire.
* L’égalité entre les citoyens.
* La participation populaire à la prise de décisions.
* La transparence.
* Les dépenses du gouvernement sur les services publics.
* La presse indépendante et efficace.
* L'efficacité administrative.
* La libre circulation de l'information.

Les caractéristiques de la bonne gouvernance peuvent se résumer comme suit: -

* La prise de conscience de la légitimité du pouvoir.
* Les citoyens doivent être le centre d’intérêt des décideurs.
* Ce projet communautaire doit être basé sur la participation des citoyens.
* La conformité de l'administration publique aux besoins des citoyens.

De nombreuses organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Banque mondiale, l’Organisation Internationale de Transparence et d'autres organisation internationales ont leur propres caractéristiques de la bonne gouvernance qui se conforment avec leurs objectifs et leurs responsabilités, mais qui ne sont pas incompatibles avec les caractéristiques généraux mentionnés ci-dessus.

Mesure de la bonne gouvernance : -

Pour évaluer la qualité de la bonne gouvernance, une mesure a été établie.

Le Programme des Nations-Unies pour le Développement définit la bonne gouvernance comme un processus ou une structure qui gère les relations politiques et socioéconomiques avec transparence et responsabilité. Par la suite, le PNUD a identifié des indicateurs suivants de bonne gouvernance :-

* Des indicateurs socio-économiques (l’éducation, l’accès aux besoins de base et le rôle des femmes et d’autres.)
* Des indicateurs économiques (la croissance économique, le lien financier avec des ressources externes et d’autres.)
* La durabilité et la capacité des ressources humaines.
* Les ressources naturelles et la préservation de l'environnement.

La Banque Mondiale estime que la bonne gouvernance se représente par deux valeurs identiques : -

* La valeur inclusive : le fait d’inclure tous les individus de la société sans exclure aucune personne, la protection des droits fondamentaux des individus et que le gouvernement doit traiter les citoyens sur le même pied d’égalité.
* La valeur de la responsabilisation : la responsabilisation de toutes les personnes élues au nom du peuple sur leurs réussites et leurs échecs.

Les éléments de la bonne gouvernance :-

* + Le gouvernement :
* Il s’occupe d’établir un cadre juridique stable et effectif des activités publique et privées
* Il maintient la stabilité et l'égalité de chances sur le marché du travail.
* Il fournit des biens aux citoyens.
* Il fournit des services publics de manière efficace et responsable.
* Le secteur privé :

Le secteur privé comprend l'industrie, le commerce, les banques. L'Etat doit encourager le développement du secteur privé avec une structure de gouvernance pour que ce secteur soit durable à travers des mécanismes efficaces :

* Créer un environnement macroéconomique stable.
* Créer un marché concurrentiel.
* Assurer l’accès facile aux prêts par les personnes pauvres.
* Renforcer le rôle des institutions pour créer un environnement de travail propice.
* Attirer des investissements et encourager le transfert des connaissances technologiques.
* Renforcer l'état de droit.
* Offrir des incitatifs pour les hommes d’affaire.
* Protéger l’environnement et des ressources naturelles.
* La société civile :

Le concept de la société civile est devenu inhérent à l'état moderne, il n’existe donc plus de lien direct entre le peuple et l'Etat, sauf à travers des institutions et des organisations de la société civile, des partis politiques, des associations, des organisations, des syndicats et d'autres. Par conséquent, le concept de la société civile est basé sur :-

* L'idée du bénévolat.
* L’idée de l’institutionnalisation.
* L'idée de l'indépendance.
* La liaison avec l’ensemble des concepts (les droits de l'homme, la participation politique et d'autres.)

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique(NEPAD):

Le NEPAD a été créé suite à une décision prise, lors de la Conférence du Sommet africain tenue à Lusaka en Zambie en 2001. Il constitue le cadre théorique pour relever les défis stratégiques du développement en Afrique avec les objectifs suivants :

1. Lutter contre la pauvreté et la participation active dans le processus du progrès et de développement en Afrique.
2. Créer un environnement propice pour le développement durable à travers le maintien de la paix et la sécurité, le renforcement de la démocratie et la gestion pacifique des pays sur le plan politique, économique et social.
3. Le renforcement de la coopération, l'intégration régionale et la consolidation de l'économie du continent africain par l’augmentation et la diversification des exportations, l’encouragement de la production des produits agricoles et des industries de transformation et de la fabrication des métaux.
4. La mobilisation des ressources pour accroître l'épargne et l'investissement, l’augmentation de la part de l'Afrique dans le commerce mondial, l'attraction des flux d'investissements et des capitaux et la réduction des dettes et la croissance des aides octroyées.
5. La promotion du secteur du tourisme et le renforcement du commerce entre les pays africains et les marchés mondiaux.
6. L’augmentation des investissements dans l'agriculture et les ressources humaines en mettant l'accent sur l'éducation, la santé et les sujets contemporains.

**Mécanisme Africain d’Evaluation par les Pairs ( MAEP) :-**

Le mécanisme africain d’évaluation par les pairs a été mis en place par l'Organisation du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en 2003. L'objectif de ce mécanisme est d'adopter des politiques, des normes et des pratiques qui conduisent à la stabilité politique et à la croissance économique avec des taux élevés. Il vise également à assurer un développement durable, à accélérer l'intégration économique au niveau régional entre les pays du continent africain, à identifier les lacunes et à évaluer les exigences du développement des capacités requis par le processus du développement.

L’adhésion des pays au mécanisme est volontaire et ouverte à tous les Etats membres de l'Union Africaine à travers la signature du protocole d'entente et le paiement d’une contribution annuelle de 100 000 de dollars américains.

Les axes principaux du plan d'action du mécanisme :

La performance des Etats membres est évaluée par leurs réalisations dans les domaines suivants :

1. La démocratie et la bonne gouvernance.
2. la gouvernance économique et la bonne gestion de l'Etat.
3. La gouvernance institutionnelle.
4. Le développement économique et social.

Les types d’évaluation :

1. L’évaluation de base, la première évaluation du pays membre se fait 18 mois après son adhésion au MAEP.
2. L’évaluation périodique se fait tous les deux ans ou quatre ans.
3. L’évaluation et les révisions périodiques peuvent se faire suite à une demande d'un Etat membre pour des raisons propres à l'Etat.
4. L’évaluation de la performance d’un Etat membre en cas d’urgence d’une crise politique ou économique.

Mécanisme d’évaluation :

Ce mécanisme est fait par les Etats membres pour procéder à une auto-évaluation de tous les aspects de la gouvernance administrative, économique et sociale. Ce processus inclut aussi le système législatif et judiciaire, la société civile ainsi que le secteur privé. Ce processus d’évaluation constitue une occasion d'un dialogue national sur la gouvernance et le développement en vue de parvenir à un consensus national pour le développement national. Ce mécanisme établit un plan d'action national pour toutes les parties prenantes, le gouvernement et le peuple.

**Modèles de bonne gouvernance**

L’ancien Premier ministre malaysien. M. Mohamed Mahatir a adopté dans son parcours vers le développement de la Malaisie, l’approche suivante :-

1. L’exploration des expériences réussies du développement des autres pays, pour s’inspirer d’un Etat-modèle et faire le même parcours vers le développement et la réussite tout en évitant les erreurs que ce pays a fait. Suite à une réflexion approfondie, M. Mahatir a choisi le Japon comme modèle à suivre par l’Etat malaisien émergeant.
2. La bonne administration de l’État : la clé de la réussite de la Malaisie était la forte volonté manifestée par les dirigeants du pays et la société malaysienne lorsqu’ils ont appuyé la bonne qualité de l’éducation et l'établissement des industries nationales capables de satisfaire les besoins du pays. Il faut noter que M. Mahatir a joué le rôle de leader compétent pour gérer ces facteurs mentionnés ci-dessus et assurer la réussite voulue.
3. M. Mahatir a pu motiver le peuple malaysien pour mettre en œuvre un plan de développement et le poursuivre avec beaucoup de diligence tout au long de toutes ses étapes. Il a aussi adopté une politique étrangère unique et par contre il a pu mettre fin à toute tentative de sabotage ou complot contre la renaissance de la Malaisie.

La renaissance malaysienne s’est appuyée sur ce qui suit ;

1. L’unité de tous les composants du peuple malaysien (58% Malais, 24% Chinois et 7% Indiens), par conséquent, le peuple malaysien a pu éviter tous les différents et les conflits internes.
2. Le Japon qui est considéré comme un Etat-modèle, a pu soutenir l’expérience malaisienne dans le développement et le progrès.
3. La Malaisie a pu attirer l’attention des investisseurs sur le potentiel des opportunités d’investissement en Malaisie.
4. Le pays a pu intégrer les nouvelles technologies et fournir aux malaysiens une formation adéquate grâce à ces technologies.
5. Adopter l’approche de développement en Malaisie et fournir une éducation de bonne qualité et des hautes technologies (à l’intérieur et à l’extérieur du pays).
6. Former les citoyens malaysiens tout en fournissant tous les moyens scientifiques et technologiques nécessaires pour qu’ils puissent rivaliser sur le marché de travail, augmenter leur productivité, réduire le taux de chômage et accélérer le processus de développement économique.
7. Etablir plus de 400 universités et instituts en Malaisie, imposer un système d’éducation obligatoire, fournir des prêts pour les étudiants et les enseignants des études supérieures à l’intérieur et à l’extérieur du pays, renforcer les liens entre les universités, les centres de recherches et le secteur privé. La Malaisie a aussi augmenté le budget alloué à l’éducation pour atteindre 23% des dépenses publiques.
8. Accorder une attention particulière à la femme malaysienne en lui fournissant des prêts sans aucun intérêt consacrés pour l’éducation de filles et garantir des bourses pour les pauvres étudiants.

Les indicateurs de la réussite malaisienne :

1. Expansion des investissements industriels avec 15000 projets industriels d’un capital de 220 milliard de dollars.
2. L’établissement des industries de haute technologie à savoir : les usines de ciments, d’aciers, de voitures, de textiles, de machines électroniques et d’autres.
3. L’industrie malaysienne a contribué à 65% de la valeur ajoutée et 40% d’opportunités d’emploi.
4. Le nombre de citoyens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté en Malaisie, a diminué de 52% à 5% et le taux de chômage a été réduit de 50% à 3%.

**Renaissance turque par le Parti de la Justice et du Développement :**

Le Parti turque de la Justice et du Développement a adopté une approche pragmatique basée sur la conformité entre la référence religieuse et les principes de l'Etat moderne. Il s’est inspiré des valeurs de la Choura (ou Shoura) pour établir une démocratie, de la laïcité pour instaurer l’égalité et la liberté, de l'affiliation nationale pour assurer la citoyenneté, du consensus national pour établir une Constitution, de l'histoire pour confirmer la fierté nationale , de la religion pour renforcer l’autonomie, de l’économie pour instaurer une puissance et de la politique pour assurer le grandeur d’une nation indépendante.

**Les piliers les plus importants de la renaissance turque:**

1. La renaissance constitue un mouvement collectif dans tous les segments de la nation avec tous ses composants institutionnel et populaire.

2. La restauration de l’équilibre à l'esprit turc moderne pour être en conformité avec lui-même et récupérer sa conscience historique.

3. La réalisation de la réconciliation entre l'Etat et la reconsidération de la philosophie de l'investissement dans l'éducation en fournissant le soutien nécessaire pour l’enseignement religieux et public.

4. Le renouvellement du concept de la laïcité pour être une invitation à la science, à liberté de pensée et d'esprit et au respect de la liberté humaine et à l’encouragement de la science et à la découverte de la vie au profit de l'homme.

5. Une stratégie d’éducation pour construire une société instruite et bien éduquée qui croit au projet d’état avec une conscience grâce à l'expansion des recherches scientifiques et technologiques et au soutien des centres de recherche et de développement et aux scientifiques pour participer aux projets de recherche. L’encouragement de la coopération entre les universités et les institutions industrielles.

6. Fournir un environnement sain pour la production et l'investissement et accroître la compétitivité des produits locaux et le renforcement de la productivité.

7. Créer un climat de confiance dans l'économie turque ; ce qui peut attirer des capitaux étrangers pour investir en Turquie.

8. La mise en place des zones franches, l’encouragement des industries nationales, la promotion des outils de l'économie moderne, le lancement d'une campagne de l’augmentation des exportations, le renforcement des produits industriels à haute valeur et l’encouragement du commerce régional et mondial.

**Des indicateurs de réussite de la Turquie :**

1. La hausse du produit intérieur brut de plus d'un milliard de dollars de la Turquie.

2. Les salaires des employés ont augmenté de 300% et le revenu par habitant s’est accru de 3500 à 12000 dollars par an et le chômage s’est réduit de 38% à 2%.

3. Dans le domaine de la protection de l'environnement, 770 millions arbres ont été plantées.